DECLARATION FSU 27

Comité Technique Spécial Départemental

3 AVRIL 2015

L'Ecole publique et laïque est un fondement essentiel de notre société et de sa construction démocratique. C'est particulièrement vérifié dans les périodes de crise économique, sociale, idéologique où l'Ecole constitue un, voire même LE, refuge pour essayer de se protéger de celle-ci. C'est particulièrement vérifié à l'occasion d'événements qui mobilisent une large part de la Nation comme ce fut le cas en janvier dernier.

L'Ecole est bien souvent considérée comme un rempart contre les obscurantismes. Dans une période où ces obscurantismes semblent nous submerger, qu'ils soient religieux évidemment, mais aussi idéologiques, voire même pédagogiques l'Ecole est attendue pour faire vivre la formule de Victor HUGO « La liberté commence où l'ignorance finit » et pour quelle devienne réalité factuelle pour tous.

Ce combat contre les obscurantismes c'est ce qui anime chaque enseignant et, il est vrai, que dans la période actuelle, dans notre monde actuel l'enseignant a tendance à se sentir un peu seul.

Ce sentiment est renforcé par le fait que plus l'Ecole, et donc ses personnels, est pressée de réparer les maux de la société (ce qu'elle ne peut faire seule) plus la reconnaissance de la Nation vis-à-vis de ces personnels est moindre. Un paradoxe qui est de plus en plus ressenti et de plus en plus mal vécu à mesure qu'il se prolonge et s'intensifie : comment pourrait-il en être autrement ?

La réponse apportée par le gouvernement à cette question est, là encore, paradoxale. S'il y a l'affirmation d'une « priorité à l'Education », celle-ci est peu, voire pas du tout, perceptible dans les écoles et chez les collègues. L'on voit là les limites d'une politique qui se satisfait du dogme de la réduction des dépenses publiques sans jamais se poser la question des recettes publiques au travers d'une réforme fiscale promise mais jamais tenue et d'une répartition des richesses plus juste qui réduise les inégalités croissantes. C'est ce que nous affirmerons aux côtés des salariés du secteur privé le 9 avril dans le cadre de la journée interprofessionnelle de grève et de manifestation.

Lorsque les effectifs par classe dans une majorité d'écoles stagnent ou augmentent, lorsque le remplacement devient illusoire, lorsque la présence du RASED est partielle ou inexistante et laisse le collègue à sa solitude et l'élève à sa détresse, lorsque la formation remise en place (et la formation professionnelle est une nécessité absolue) impose des conditions dantesques aux jeunes collègues et –cerise sur le gâteau- lorsque les salaires nets baissent, les enseignants des écoles sont dépités. En plus de tout cela, lorsque la réforme des rythmes scolaires se fait aux forceps et sans tenir compte de l'avis des enseignants, le constat est indéniable : les conditions de travail se dégradent.

Apporter des réponses à cela, c'est ce à quoi doit, devrait, s'atteler la préparation de la rentrée 2015.

Avec, nationalement, la création de 2.511 postes pour 23.400 élèves prévus en plus l'on pouvait s'attendre à ce que la situation soit plus favorable que l'an dernier.

Pour l'Eure, la dotation de 20 postes est évidemment -au sens propre du terme- un élément positif. Pour autant, l'enjeu est de savoir si cela permettra d'améliorer réellement et visiblement les conditions de travail dans les écoles pour les élèves et les personnels. L'inventaire des besoins du département (effectifs par classe, remplacement, RASED, décharges de direction, formation continue...) montre l'impossibilité de réussir l'exercice.

Nous payons là, la difficulté à rattraper le retard de notre département qui, depuis qu'il connaît une croissance démographique continue c'est à dire depuis 2003, s'est vu octroyé 1 poste pour 35 élèves. La période 2008/2012 aura été particulièrement saignante avec 12 postes supprimés pour accueillir plus de 1.800 élèves supplémentaires. Dans ces conditions c'est la totalité de la dotation académique qui devrait être allouée à l'Eure. C'est d'ailleurs l'occasion de rappeler que la ventilation des dotations par académie dans un premier temps, puis par département dans un second pénalise lourdement l'Eure.

Il faut noter que la volonté de renforcer les RASED (avec des départs en E et en G ce qui n'était plus le cas pour cette dernière spécialité depuis très, très longtemps) est un élément positif, même si -là aussi- les besoins sont tels qu'il faudra la continuer en l'amplifiant les années à venir.

Dans le même ordre d'idée, la volonté de transformer l'école en lui faisant mieux jouer son rôle dans la réduction des inégalités et dans l'innovation pédagogique au bénéfice des élèves par les dispositifs TPS (toute petite section) et PDMQDC (plus de maîtres que de classes) est positive. Encore faut-il que cela soit bien un réel PLUS pour les écoles et que cela soit bien l'émanation de projets des équipes. Nous réaffirmons également que nous sommes opposés à ce que ces postes soient des postes à profil. Les postes à profil qui, par ailleurs et de manière générale, n'ont aucune raison d'être.

Ce Comité Technique est aussi l'occasion de rappeler notre opposition ferme et résolue à l'introduction de vœux géographiques dans le mouvement des personnels et notre exigence d'avoir bien deux phases de saisies de voeux. Un mouvement qui, cette année encore, sera retardé suite à la décision purement politicienne du gouvernement de reculer la carte scolaire après les élections. Ce recul qui permet d'ailleurs d'établir un lugubre nouveau record dans la brièveté de la phase d'élaboration de la carte scolaire. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ce sont les collègues et les écoles qui seront pénalisés par ce choix.

L'école maternelle et l'école élémentaire constituent les premières étapes de la scolarité. A ce titre, elles ont un rôle capital dans la construction des savoirs des élèves et pour faire que les inégalités scolaires ne reproduisent pas les inégalités sociales ou culturelles. Dans une époque où les conservatismes de tous poils prolifèrent, y compris dans le secteur de l'Education Nationale, il est urgent de donner -réellement- à l'Ecole tous les moyens d'assumer ses missions et aux écoles les moyens de fonctionner comme un véritable service public dans l'intérêt de ses usagers.

C'est ce qu'attendent les écoles et nos élèves. C'est aussi ce qu'attendent les enseignants pour, tout simplement, accomplir mieux encore leur travail quotidien.